

Le triumvirat du *Bien public*

MAUDE ROUX-PRATTE (PRÉFACE DE DENIS VAUGEOIS), *Le Bien public, 1909-1978. Un journal, une maison d'édition, une imprimerie*, Québec, Septentrion, 2013, 210 pages

Jacques Michon

Volume 8, Number 2, Spring 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71307ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Michon, J. (2014). Review of [Le triumvirat du *Bien public* / MAUDE ROUX-PRATTE (PRÉFACE DE DENIS VAUGEOIS), *Le Bien public, 1909-1978. Un journal, une maison d'édition, une imprimerie*, Québec, Septentrion, 2013, 210 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 8(2), 7–7.

LE TRIUMVIRAT DU BIEN PUBLIC

Jacques Michon

Professeur associé, Lettres et communications, Université de Sherbrooke

MAUDE ROUX-PRATTE
(PRÉFACE DE DENIS VAUGEOIS)
LE BIEN PUBLIC, 1909-1978. UN JOURNAL, UNE MAISON D'ÉDITION, UNE IMPRIMERIE
Québec, Septentrion, 2013, 210 pages

Le journal et les éditions du *Bien Public* sont souvent associés au seul nom de Clément Marchand comme le suggère encore la photo de la page de couverture du livre de Maude Roux-Pratte. Or, à la lecture de son ouvrage paru au Septentrion, l'auteure nous rappelle que cette entreprise n'aurait pu voir le jour ni connaître un essor soutenu durant plus de quarante ans sans l'infatigable soutien de l'abbé Albert Tessier et les qualités intellectuelles et administratives de ses deux jeunes acolytes, Raymond Douville et Clément Marchand. En 1933, Tessier sauve le journal fondé en 1909 par l'évêché de Trois-Rivières et menacé de disparaître faute de fonds. Il réussit à en faire une publication d'obédience catholique certes, mais laïque, dont la renommée dépassera les frontières du diocèse de Trois-Rivières grâce à Douville et à Marchand, à qui l'entreprise est cédée. Tessier assurera la pérennité de la maison d'édition éponyme qu'il va fonder.

En 1932-1933, pendant que Douville et Marchand s'occupent du journal, Tessier lance les Éditions du Bien public qui, sous sa direction, deviennent l'outil de promotion de l'histoire de la Mauricie dont on s'apprête à célébrer le tricentenaire. De 1932 à 1935, il fait paraître une trentaine d'ouvrages dans la collection «Les Pages trifluviennes». Tessier y exerce toutes les fonctions rattachées au métier d'éditeur. Il recrute les auteurs, sollicite les manuscrits, collecte des fonds que plus d'une fois il alimente de ses économies personnelles, il supervise la production matérielle des ouvrages qu'il fait imprimer à 500 ou 1000 exemplaires et il s'occupe activement de la promotion et de la distribution.

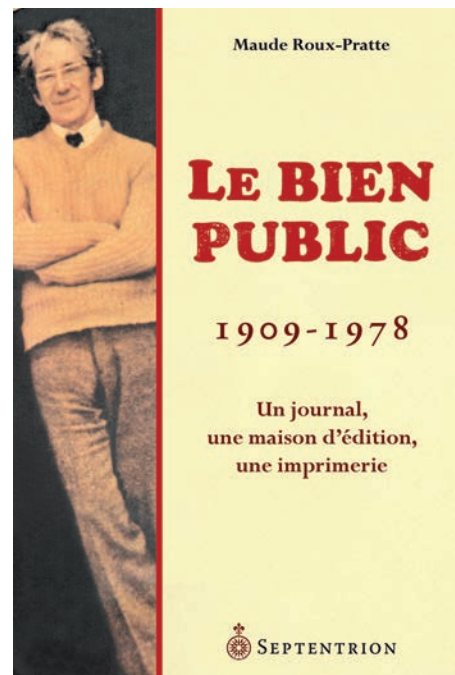
À cette époque, la librairie ne représente qu'une petite partie de la vente de livres. En fait, l'essentiel de la distribution repose encore sur les épaules de l'éditeur et de l'auteur. Pour chaque titre publié par ses soins, Tessier profite de sa position privilégiée de préfet des études au Séminaire de Trois-Rivières et d'inspecteur des écoles ménagères du Québec (à partir de 1937) pour mettre en branle un réseau de contacts grâce auquel il réussit à écouler toute la production de la maison. Amis, prescripteurs d'ouvrages scolaires, directeurs de bibliothèques et de maisons d'enseignement, membres de sociétés savantes, organismes religieux et

fonctionnaires des ministères provinciaux ne peuvent résister aux assauts répétés de l'opiniâtre propagandiste. À Auguste Désilets, l'un de ses auteurs désignés, il écrit le 5 mars 1933: «Vous savez que je ne lâche pas mes victimes! [...] Ne comptez pas sur les loisirs du printemps pour me donner ce que je demande» (cité p. 130). Son pouvoir de persuasion et son ascendant sur ses contemporains sont directement proportionnels à la position dominante qu'il occupe dans ses sphères d'activité et dans le champ religieux de son époque.

Lorsque Marchand prend sa retraite en 1978, c'est un peu cette tradition de l'entrepreneur à la fois imprimeur, éditeur et journaliste qui s'éteint.

Pendant que Tessier dirige la maison d'édition d'une main de fer, Clément Marchand et Raymond Douville relancent avec succès *Le Bien public* qu'ils transforment en hebdomadaire culturel. Les deux jeunes directeurs mettent tout en œuvre pour réduire les coûts de production, solliciter des publicités et rajeunir la présentation du journal tout en recrutant de nouveaux collaborateurs choisis parmi les meilleurs écrivains des années 1930. Les affaires vont tellement bien que l'entreprise fait l'acquisition d'une imprimerie en 1938. Ceci arrive au bon moment puisque le boom éditorial des années de guerre vient bientôt stimuler la production imprimée et faire rouler à plein régime toutes les presses du Québec. En 1941, un généreux contrat pour l'impression des manuels scolaires des sœurs de l'Assomption de la Sainte Vierge assure l'avenir de l'entreprise pour dix ans. Ces publications remplacent dans le secteur scolaire les ouvrages français et belges qui, durant la guerre, ne sont plus disponibles au Québec. À cela viennent s'ajouter plusieurs contrats d'impression et de livres pour le compte des nouveaux éditeurs montréalais, Éditions Fernand Pilon et Fides.

Après la guerre, cet essor typographique se poursuit grâce aux contrats du gouvernement de Maurice Duplessis dont le journal *Le Bien public* est un ardent défenseur. Ce sont d'ailleurs ces contrats qui permettent de renflouer l'hebdomadaire dont les revenus publicitaires sont à la baisse. La croissance de l'imprimerie compense le déclin du journal qui a perdu de son lustre. Après avoir pris congé de la maison d'édition durant un certain temps, l'abbé Tessier reprend du service avec le lancement de la collection «Histoire régionale», qu'il dirige de 1950 à 1956. Puis à la fin des années 1950, le triumvirat Douville-



Marchand-Tessier se dissout et Marchand se retrouve seul à la tête de l'entreprise.

Avec la Révolution tranquille, le journal poursuit son déclin, mais l'imprimerie réussit à renouveler sa clientèle grâce à l'impression de périodiques comme *Le Mauricien médical* et *Les Cahiers des Dix*, et à la publication de livres pour le compte de nouvelles maisons d'édition telles que Boréal Express, Écrits des forges et Éditions Parti pris. Marchand continue aussi à publier aux Éditions du Bien public des ouvrages d'histoire et de littérature. À l'instar de son contemporain André Goulet des Éditions d'Orphée, il exige toujours une participation financière de ses auteurs. À cet égard il s'inscrit dans la lignée des imprimeurs-éditeurs qui, depuis le début du XIX^e siècle, parallèlement à la publication d'un journal, font paraître des ouvrages à compte d'auteur ou pour le compte de collectivités. Ceci fait dire à Denis Vaugois dans sa préface que Marchand «était davantage imprimeur qu'éditeur». Si Marchand est un journaliste et un écrivain, on oublie souvent qu'il a aussi été un homme d'affaires. Lorsqu'il prend sa retraite en 1978, c'est un peu cette tradition de l'entrepreneur à la fois imprimeur, éditeur et journaliste qui s'éteint.

Dans cette étude, Maude Roux-Pratte n'a négligé aucune source susceptible d'approfondir son sujet. Elle a dépouillé plusieurs fonds d'archives et des correspondances privées qui lui ont permis d'éclairer d'un jour nouveau l'histoire sociale et économique du journal et de la maison d'édition. À défaut des archives du *Bien public*, détruites dans un incendie en 1983, elle a pris la mesure des réseaux gravitant autour de ses directeurs et puisé aux sources archivistiques des principaux clients de l'entreprise. Elle a complété par des entrevues le portrait d'une époque et d'une industrie qui, compte tenu de l'ampleur de son réseau de collaborateurs, de lecteurs et de clients dont les ramifications s'étendent bien au-delà des frontières de la Mauricie, a joué un rôle significatif dans la diffusion du livre et de l'imprimé au Québec. ❖